SIDI-SAÏD DEVANT L'ÉTAT-MAJOR DE L'UGTA :

«Nous sommes des hommes de parole mais la patience a des limites»

«A ceux qui émettent un simple doute sur la représentativité de l'UGTA, je leur dirai faites attention, ne jouez pas avec le feu ! Nous sommes le pilier de la stabilité sociale en Algérie, comme nous sommes aussi des hommes et des femmes de parole et de valeurs qui ne reviennent jamais sur leurs engagements. Mais attention, la patience a des limites.» Les propos tenus, hier, par le SG de l'UGTA sont faciles à décoder. La Centrale syndicale se voit, aujourd'hui, dans l'obligation de monter au créneau.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Face aux secrétaires généraux des fédérations et des unions de wilaya, et en présence des membres de son secrétariat national, Sidi-Saïd a implicitement porté la responsabilité à ses partenaires tant au niveau du gouvernement que du patronat de ne pas répondre aux questions soulevées par les représentants des travailleurs. La réunion de l'état-major de l'UGTA avait pour principal ordre du jour l'évaluation des actions entreprises tant sur le plan revendicatif qu'organique.

Toutefois, les questions liées à la donne sociale ont occupé l'essentiel du débat, notamment l'intervention du premier responsable de la Centrale syndicale. En effet, Abdelmadjid Sidi-Saïd a tenu à rappeler, en premier lieu, que l'organisation qu'il dirige est un pilier fondamental de la stabilité sociale du pays et que «jusque-là, nous n'avons jamais fait dans le marchandage, dans la lutte syndicale et que cette dernière est une conviction que nous cultivons en tant que défenseur de la République et de la démocratie».

En d'autres termes, cette introduction est annonciatrice d'un constat que le secrétaire général de l'UGTA a voulu rendre public en présence de la presse nationale.

«Nous n'avons de leçon à recevoir de quiconque»

C'est dans cette optique que Sidi Saïd cite en exemple la situation qui prévaut au sein de la zone industrielle de Rouiba. Une situation qui, selon lui, «risque d'échapper au contrôle des syndicalistes de l'UGTA, et ce, par la faute des pouvoirs publics». «C'est par ce que nous croyons à la stabilité sociale de notre pays que certains gestionnaires croient disposer d'un chèque en blanc de notre part. Mais, je leur dirai attention ! il ne faut pas jouer avec le feu. Nous sommes le pilier de la stabilité sociale en Algérie. Nous n'avons aucune leçon à recevoir de quiconque. Les syndicalistes ont de la patience, mais cette patience a des limites», a expliqué Sidi-Saïd, qui s'interroge sur le silence «inexpliqué» observé par le ministre de l'Industrie sur la situation qui prévaut au niveau de la zone industrielle.

Mieux encore, il dira que cela fait treize jours qu'il a saisi le ministre de l'Industrie, M. Benmeradi, «mais ce dernier, n'a point daigné y répondre». «S'ils ne veulent pas régler les problèmes des travailleurs, nous leur dirons que nous sommes là. Ils auront à faire à nous», a-t-il menacé.

Photo : Samir Sid.

Sidi-Saïd monte au créneau.

Les secrétaires généraux des fédérations et des unions de wilaya présents ont voté à l'unanimité une motion de soutien aux travailleurs et aux syndicalistes de la zone industrielle de Rouiba.

«On ne doit pas jouer avec la crédibilité de l'UGTA. Notre silence ne veut pas dire consentement et je crois que les gens n'ont pas compris.»

Sidi Saïd a tenu à rendre hommage au président de la République en sa qualité de premier magistrat du pays.

«Des partis politiques ont mené campagne contre l'UGTA»

Cette rencontre avec l'état-major de la Centrale syndicale a permis aux présents de disposer de certaines informations relatives à la question des œuvres sociales du secteur de l'éducation. Des informations rendues publiques par deux membres de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE) selon lesquelles «des partis politiques ont mené campagne contre l'UGTA sur la question des œuvres sociales». «L'organisation a donné de nombreux martyrs pour le pays lors de la décennie noire. En 1993, nous avons contribué pour éviter que l'argent des travailleurs de l'éducation ne soit récupéré par des organisations terroristes. Aujourd'hui, on nous porte des accusations qui sont totalement fausses. Je vous informe également que des partis politiques connus ont mené campagne contre l'UGTA pour soutenir leur organisation syndicale. Mais nous disons que les 38% du dernier vote nous confortent quant à notre représentativité syndicale dans le secteur. A nous de rattraper le retard accusé», a déclaré Abdelmadjid Sidi Saïd. Par ailleurs, la question organique a été évoquée à l'occasion par le secrétaire général de la Centrale syndicale. Sur ce chapitre, il a réitéré les propos déjà tenus ultérieurement à savoir «son refus de toute forme de cooptation dans l'exercice syndical». «Je le redis pour la énième fois, nous sommes des militants de l'UGTA, pas des administrateurs. Laissez les travailleurs élire librement leurs représentants syndicaux. Laissez la démocratie prendre toute sa dimension au sein de notre organisation, et ce n'est qu'au moyen de cette action que nous pouvons reconquérir le terrain perdu», a-t-il dit. «Nous sommes à l'origine du départ de certains syndicalistes vers d'autres structures par ce que nous n'avons pas su jouer le jeu démocratique au sein de nos structures», a-t-il lancé en direction des présents. Sidi-Saïd a conclu son intervention en plaidant «pour la relève et la solidarité syndicale».

A. B.

8 q de kif saisis à Ouargla et 5 autres à Aïn Témouchent

Agissant sur renseignements, les gendarmes de la compagnie d'El-Amria, dans la wilaya d'Aïn Témouchent, ont récupéré plus de cinq quintaux (565 kg) de kif traité.

La drogue a été retrouvée à bord d'un véhicule de marque Mercedes que deux narcotrafiquants ont abandonné à 6 km au nord d'El-Amria avant de prendre la fuite à la vue des gendarmes. L'enquête se poursuit.

Une autre quantité, plus importante, a été saisie le même jour mais cette fois-ci à Ouargla, dans le sud du pays. 845,7 kg ont été ainsi récupérés par les gendarmes de la brigade d'El-Borma, en patrouille sur la RN 53 A, exactement à 35 km de la ville d'El-Borma, à Hassi Messaoud.

Les trafiquants, qui transportaient du kif traité à bord d'une Toyota Station, ont pris la fuite plus tôt sur un véhicule du même type. Une enquête a été ouverte.

L. H.

SANTÉ

Les hospitalo-universitaires en grève à partir du 8 janvier prochain

Les hospitalo-universitaires entameront une grève cyclique de trois jours par semaine à partir du 8 janvier prochain. Ils menacent de durcir leur mouvement à partir de la deuxième semaine, s'il n'y a pas de réaction de la tutelle.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les CHU vont être perturbés dès le début du mois de janvier prochain. N'ayant constaté aucune avancée dans la prise en charge de leurs revendications, les enseignants chercheurs hospitalo-universitaires, qui ont tenu, mardi, des assemblées générales dans les différents CHU du pays, appellent au débrayage.

Le préavis de grève déposé, hier, pour les 8, 9 et 10 janvier prochain, ne concerne, en premier lieu, que les activités de soins. Seules les urgences seront assurées, les activités chirurgicales à froid, les consultations et les explorations biologiques et d'imageries seront bloquées.

L'annonce a été faite hier par le Syndicat des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires. «Nous avons décidé d'une grève de trois jours, au terme de ce mouvement, si rien n'est fait, nous entamerons une grève d'une semaine reconductible qui touchera aussi bien les activités de soins que les activités pédagogiques», a déclaré le Pr Djidjeli, président du syndicat.

Les hospitalo-universitaires, qui n'ont pas fait parler d'eux depuis plus d'une année, reviennent à la charge depuis le mois d'octobre dernier. Suite à leur décision de renouer avec la contestation, le ministre de la Santé qui a assisté à leur précédente assemblée générale, a fini par calmer leur grogne en promettant de prendre en charge leur plateforme de revendications. Cependant, pour le syndicat, les préoccupations des hospitalo-universitaires soulevées depuis des années ne sont toujours pas prises en charge.

Ce corps, qui réclame l'amélioration des conditions de travail, affirme qu'il «continue de subir les mêmes problèmes de pénuries de médicaments». Idem pour la question en charge du régime indemnitaire de la santé et de la chefferie d'unité qui n'est toujours pas réglée.

«Nous sommes face à une administration dont la fuite en avant et les promesses sans lendemain sont devenues une véritable marque de fabrique», dénonce le syndicat, qui compte investir le terrain de la contestation jusqu'à satisfaction de ses revendications.

S. A.

AVIS DE DÉCÈS

La famille Moualfi de Sidi Aïch, consorts et amis ont l'immense douleur d'annoncer le décès du grand moudjahid

Moualfi Mohamed-Tahar

survenu, hier 14 décembre, dans un tragique accident de la circulation.
L'inhumation se déroulera, aujourd'hui, au cimetière de Tifra, daïra de Sidi Aïch.
Que Dieu le Clément et le Miséricordieux l'accueille en Son Vaste Paradis.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»